

France-Israël, lobby or not lobby (9)

« Les entreprises veulent avoir le Mossad chez elles »

<https://orientxxi.info/magazine/les-entreprises-veulent-avoir-le-mossad-chez-elles,4708>

Enquête • Alléchés par des promesses de high-tech sur mesure, les patrons de l'industrie comme des services se précipitent en Israël. Peu leur importe que l'intelligence artificielle et la cybersécurité qu'ils achètent à tour de bras doivent beaucoup à la répression des Palestiniens. Entre la France et Israël, le climat des affaires est au beau fixe.

[Israël/Palestine](#) > [Histoire](#) > [Économie](#) > [France-Israël. Lobby or not lobby ?](#) > [Jean Stern](#) > 26 avril 2021



Tel-Aviv, 8 septembre 2015. Emmanuel Macron, alors ministre de l'économie, au Festival Digital-Life Design Innovation **Jack Guez/AFP**

Les promenades au bord de l'eau réservent parfois des surprises. Flânant à l'embouchure du port de Vannes (Morbihan) au printemps 2019, je découvre sur les quais un drapeau israélien au côté des drapeaux tricolore et européen, devant les grilles du chantier naval Multiplast. Leader français des matériaux composites, cette société connue des amateurs de voile construit des catamarans de légende. Appartenant au discret groupe suisse Carboman, Multiplast vient alors de décrocher la conception du fuselage d'Alice, le premier avion électrique conçu par l'Israélien Eviation Aircraft, et qui sera présenté au salon du Bourget en juin 2019, et hisse fièrement les couleurs de son client. La presse économique s'extasie devant cette « page de l'histoire de l'aéronautique » écrite « avec agilité » par deux sociétés

israélienne et française avec le concours de logiciels Dassault Systèmes, leader mondial de la modélisation.

Depuis, Alice poursuit son chemin. Eviation a touché 200 millions de dollars (166 millions d'euros) d'un investisseur de Singapour, tandis qu'un groupe américain a précommandé 92 Alice au prix catalogue d'environ 2 millions de dollars (1,6 million d'euros). La mise en service de ce petit avion de 9 places est prévue en 2023.

Ainsi va la marche des affaires dans l'économie mondialisée : les start-up israéliennes aiguïssent les appétits. « Israël se découvre comme startup nation, mais tout le monde sait que c'est grâce à l'armée et à la recherche universitaire qu'elle finance en partie », explique un ancien ambassadeur de France à Tel-Aviv.

« De nombreux partenariats technologiques caractérisent les rapports actuels entre les entreprises des deux pays », ajoute le diplomate. Nul besoin de lobby pour cela, les investisseurs et les grandes entreprises regroupées dans l'indice CAC 40 de la bourse (voir tableau à la fin de cet article) savent repérer les bonnes affaires. L'aviation électrique est une future machine à cash ; le savoir-faire israélien, [issu de la conception de drones utilisés dans les territoires occupés et financé par l'armée](#), est en pointe. « Je comprends bien le problème, explique un patron français qui dirige l'une des 6 000 entreprises françaises présentes en Israël. Mais ne me demandez pas de régler ce que les politiciens ne réussissent pas à faire. »

La diplomatie des start-up

La Palestine c'est out, la *startup nation*, c'est top. « Le label *startup nation* est positif, une formule de communication. Cela a plu à Macron, qui voulait que les jeunes deviennent millionnaires », explique Rony Brauman. Il est décliné *ad nauseam*, avec la bénédiction des autorités. Dans sa dernière note sur l'économie israélienne publiée en juin 2020, la Direction générale du trésor français ne souffle mot de la Palestine ou des colonies. Et à Tel-Aviv, la cellule de Business France, la structure spécialisée de Bercy, se charge de faciliter l'implantation des entreprises françaises en fléchant les parcours vers les milliers d'entreprises israéliennes.

« Il n'y a pas un grand groupe français qui n'ait au minimum une personne détachée en Israël pour regarder ce qu'il s'y passe, mettre des billes dans des start-up, acheter une petite boîte prometteuse, raconte un homme d'affaires français installé à Tel-Aviv. Il y a dix ans ce n'était pas le cas ». Business is business, ajoute Henri Cukierman, président de la Chambre de commerce et d'industrie Israël-France (CCIIF). « Les seuls arguments qui portent avec les entreprises sont simples : Israël propose du high-tech sur mesure ». « Il y a une décomplexion totale des entreprises, mais après tout, que les boîtes aillent chercher des marchés, c'est assez normal », juge un connaisseur des relations franco-israéliennes. Comme le résume devant des patrons bretons en 2019 un haut fonctionnaire israélien, Amiram Appelbaum : « Venez ici, il n'y a pas de limites »¹.

« Une diplomatie économique s'est mise en place avec une volonté d'avancer, poursuit Henri Cukierman. Le ministre de l'économie Bruno Le Maire a d'ailleurs demandé un triplement des investissements français en Israël. Évidemment pas en ce moment en raison de la crise sanitaire, mais sinon on amène des délégations d'entreprises à la moindre occasion, c'est du marketing ». Comme [Elnet](#), la CCIIF adore organiser des voyages de découverte. Son site Israël Valley rend compte au jour le jour des performances du high-tech et de l'industrie de

défense israéliennes qui actuellement lorgnent avec intérêt le marché marocain, grâce à la normalisation en cours.

D'ailleurs, Pegasus, le logiciel espion mis au point et commercialisé par le groupe israélien NSO² a été vendu à un grand nombre de pays, dont le Maroc dès 2017 selon Amnesty International. Le royaume l'a notamment utilisé contre le militant [Maâti Monjib](#) ou le journaliste [Omar Radi](#). Mis au point par des informaticiens formés à la surveillance des Palestiniens, Pegasus est tellement efficace qu'il permet « dans de nombreux endroits, d'identifier le prochain Nelson Mandela avant qu'il ne sache lui-même qu'il est le prochain Nelson Mandela », ironise amèrement Eitay Mack, avocat israélien spécialisé dans les droits humains.

Les doutes éthiques n'ont plus cours quand il s'agit d'Israël. Comme me le précise « en triple off » un dirigeant d'un groupe du CAC 40, « on fait du business, même si je ne suis pas certain qu'on le crie sur tous les toits dans certains pays. Dans la cybersécurité, les Israéliens sont très bons, et ce serait contre l'intérêt social de notre groupe de ne pas y aller. D'ailleurs tout le monde y est ». Même si certains s'interrogent sur la sécurité relative des « outils » proposés par Israël, qui permettraient aussi de surveiller « partenaires » et clients.

« Il faut faire attention, commente un patron installé en Israël : les technologies de la cybersécurité, c'est un énorme marché, ce n'est pas seulement les logiciels espions de NSO et l'unité 8200 ». Spécialisée dans le cyber, l'unité 8200 compte environ 7 500 militaires et est la pouponnière des start-up. « Quatre-vingt-quinze pour cent des sociétés du secteur travaillent dans la protection, c'est-à-dire la défense, et 5 % dans l'attaque, c'est-à-dire l'offensive via des virus ou des logiciels espions, poursuit-il. C'est vrai que ce secteur a été pionnier pour les relations avec les Émirats, avec l'Arabie saoudite. Je connais des Israéliens qui sont basés à Dubaï depuis des années. Les entreprises veulent avoir le Mossad chez elles pour protéger leurs systèmes ». Dans l'intelligence artificielle, Israël est le leader mondial de la *computer vision* — à l'honneur dans [la série Fauda](#) — elle aussi testée et mise au point dans les territoires occupés, qui permet le pilotage de machines, de robots et de voitures. « Cela intéresse Peugeot, Renault, Faurecia, ajoute le même interlocuteur. C'est un énorme marché à venir, cela représente des dizaines de milliards de dollars, les Français sont obligés d'en être ».

« Ce qui va vraiment décider du poids de la France en Israël, poursuit Henri Cukierman, c'est si on va faire comme les Américains, en l'occurrence Google, Microsoft, Apple, Amazon, Facebook, Twitter, etc., et créer des centres de recherche et de développement avec des milliers de chercheurs ou juste racheter des start-up ». En effet, plus de 350 centres de recherche et développement appartenant à des multinationales sont installés en Israël ; ils représentent 4,9 % du PIB et des dizaines de milliers d'emplois. « Cette réussite repose principalement sur l'optimisation des interactions entre les différentes composantes de cet écosystème que sont les entreprises, les investisseurs, les universités, l'armée et l'administration », écrit la Direction du trésor, sans plus de précisions sur le rôle de l'armée et les financements qu'elle apporte. « Sur ces sujets, le poids de l'État est très important en Israël puisque le client c'est lui », explique un patron français installé à Tel-Aviv.

De Thales à Sodexo en passant par Airbus

Alors évidemment les entreprises françaises sont sur les rangs, même si, en 2018, 78 % des acquéreurs d'entreprises israéliennes étaient américains. Certains rachètent des petites

entreprises comme LVMH, Thales, Havas, Faurecia. D'autres créent des laboratoires locaux, comme STMicroelectronics, Renault-Nissan ou Orange ; d'autres encore investissent dans des fonds de capital-risque et des partenariats locaux, comme Engie, Valeo, Airbus, Thales ou Alstom. La filiale d'une grande entreprise publique comme EDF est numéro un local de l'énergie solaire, avec plusieurs centrales photovoltaïques installées dans le Néguev. Total ou Sodexo ont également une forte présence en Israël. Le premier y produit des batteries électriques via sa filiale Saft et détient ou co-détient cinq centrales solaires avec Total Eren. Le second, leader mondial de la restauration collective, emploie plusieurs milliers de personnes dans différentes filiales locales, et s'enorgueillit de détenir la concession de la buvette du Parlement israélien.

Plusieurs groupes français, pour l'essentiel figurant dans le CAC 40, s'illustrent particulièrement en Israël : Altice, Publicis, L'Oréal, Danone et enfin Orange (*lire encadré*). Publicis, dont Élisabeth Badinter est la première actionnaire, est le numéro un de la publicité en Israël, avec une dizaine d'agences. Le réseau gère d'énormes budgets, comme ceux de Coca-Cola ou d'El Al, la compagnie aérienne. Altice, dirigé par Patrice Drahi, propriétaire en France de SFR et de BFM, détient notamment le groupe Hot — télécoms, câble et production audiovisuelle — et la chaîne I24 News. Danone est pour sa part le deuxième actionnaire de Strauss, le leader des produits laitiers frais, qui fabrique et commercialise plusieurs marques du groupe, avec 20 % du capital.

Il est loin le temps où le géant français L'Oréal, leader mondial des cosmétiques, activait de douteux réseaux d'anciens « collabos » français pour tenter de contourner le boycott des entreprises faisant du commerce avec Israël par les États membres de la Ligue arabe tout en sauvant ses parts de marché dans ces pays comme en Israël³. Aujourd'hui le groupe prospère dans le monde arabe, tout en étant le numéro un israélien des cosmétiques avec plus de 1 100 salariés sur place et une usine près de Nazareth.

L'économie israélienne étant profondément imbriquée avec celle de l'occupation, l'électricité qui alimente les colonies, les yaourts, les crèmes de beauté, les sandwiches que l'on trouve dans leurs supermarchés, les publicités sur les routes réservées aux colons génèrent des profits qui remontent à plusieurs de nos géants économiques.

Petits arrangements avec la colonisation

« *On ne va pas s'amuser à boycotter tout le CAC 40* », plaisante une militante propalestinienne. Un rapport élaboré au printemps 2017 par l'Association France-Palestine Solidarité (AFPS), la Ligue des droits de l'homme, la CGT, le Comité catholique contre la faim et pour le développement (CCFD-Terre solidaire) indiquait bien cette imbrication des économies israélienne et des territoires. Il pointait les investissements de cinq groupes bancaires et financiers : BNP Paribas, la Société générale, le Crédit agricole, la BPCE (Natixis) et Axa, dans des banques et des sociétés actives dans les colonies.

Aujourd'hui, ces investissements, assez modestes, semblent perdurer. Axa s'est seulement retirée d'Elbit, le géant de l'armement israélien, nous précise le groupe d'assurances : « *AXA ne finance pas la production d'armes prohibées par le droit international. En 2018, dans le cadre de notre politique dédiée aux armes controversées, nous avons pris la décision de désinvestir d'Elbit Systems lorsqu'ils ont acquis une société qui produit des armes à sous-munitions* ».

Dans la liste des 112 sociétés ayant « *des activités dans des colonies considérées comme illégales par le droit international* » publiée par les Nations unies en février 2020 après des années d'hésitation, on ne trouve que trois sociétés françaises : Egis et Egis Rail, filiales à 75 % de la très publique Caisse des dépôts, et le constructeur ferroviaire Alstom. Ces trois sociétés se seraient retirées des projets d'extension du tramway à Jérusalem-Est, même s'il semble bien qu'Egis et Systra, une filiale de la SNCF et de la RATP, continuent d'apporter une expertise technique à la conception des quatre futures lignes. Silence radio sur la portée et le montant de ces contrats.

Deux des sociétés de [Patrice Drahi](#) figurent également sur la fameuse liste, mais Altice est néerlandaise (pour des raisons fiscales) et Hot israélienne, comme d'ailleurs la plupart des sociétés concernées. Bref pas de quoi empêcher un lobbyiste de dormir sur ses deux oreilles, ni un financier d'investir dans des start-up.

Le club d'investissement du financier très pro-israélien Michel Cicurel — qui comprend la crème de la crème du capitalisme familial français avec les Dassault, Mérieux, Bouygues, Seydoux — l'a parfaitement compris. Il a lancé en 2019 un fonds cyber qui a déjà investi plus de 60 millions d'euros dans des start-up israéliennes. « *Faire de la cybersécurité une priorité* » : quand il se rend à Tel-Aviv en novembre 2013, le président François Hollande flatte ses interlocuteurs israéliens comme à son habitude. Celui qui dénonçait le pouvoir de la finance dans sa campagne devance ses amis milliardaires et demande à la Banque publique d'investissement (BPI) de créer un fonds pour investir en Israël. Le capitalisme d'État et ses compères du capitalisme familial à la française s'offrent ainsi une nouvelle jeunesse du côté de Tel-Aviv. Les affaires sont les affaires...

Orange et Veolia entre retrait et boycott

Face aux menaces de boycott, deux groupes français ont été sur la sellette ces dernières années. Le géant des services aux collectivités Veolia a été avec Alstom le concepteur de la première ligne du tramway de Jérusalem et participait à un consortium qui avait obtenu une concession pour trente ans. Mais la campagne internationale a été rude contre cette ligne inaugurée en 2011 et qui relie l'ouest de la ville à des colonies situées à Jérusalem-Est, notamment Pisgat Zeev, qui compte plus de 50 000 habitants. Veolia a perdu des marchés à Stockholm en Suède, ainsi qu'au Royaume-Uni et en Irlande. Le groupe français a fini par se désengager fin 2014.

Omar Barghouti, l'un des animateurs palestiniens du mouvement Boycott Désinvestissement Sanctions (BDS), y a vu le succès de la campagne « *Derail Veolia* ». Mais pour une porte-parole du groupe, « *ce n'est pas la campagne contre le tramway de Jérusalem qui a entraîné notre retrait du pays. Au contraire, les gens croyaient beaucoup à ce projet en interne, ils y voyaient un moyen de rapprocher Israéliens et Palestiniens et pas de les diviser. Véolia est sorti du transport, ce n'était pas une conséquence de la campagne contre notre présence en Israël, mais un choix stratégique concomitant* ». De fait Veolia a complètement vendu depuis ses activités dans les transports urbains et « *n'a plus aucune activité en Israël et pas de projet d'y retourner* ».

L'histoire d'Orange est plus curieuse. L'historique France Télécom, dont l'État est toujours actionnaire majoritaire à près de 23 %, s'est retrouvé en juin 2015 au centre d'un méli-mélo politico-industriel dont l'enjeu était sa filiale en Israël. En visite en Égypte, où Orange est le numéro 2 de la téléphonie, le PDG de l'opérateur Stéphane Richard commet ce que Jean-

Bernard Orsoni, directeur presse du groupe, qualifie d'« *erreur de communication* ». « *En conférence de presse au Caire, poursuit l'homme des médias d'Orange, Stéphane Richard dit : "si la marque Orange pouvait quitter Israël demain, je le ferais", et ça devient dans une dépêche AFP : "Je souhaiterais quitter Israël demain" »*. À l'époque le BDS mène campagne contre Orange et Partner qui fournissent des colons et des soldats. BDS manifeste devant des boutiques Orange à Metz, Rennes ou Montpellier. Aussitôt, Benyamin Nétanyahou et plusieurs de ses ministres se déchainent contre Stéphane Richard et Orange, accusés de céder aux menaces de boycott. Les accusations d'antisémitisme affleurent, et le fait que Stéphane Richard parle de ses affaires en Israël dans une capitale arabe aggrave son cas.

« *À partir de là, ça a été terrible, poursuit Jean-Bernard Orsoni. En quelques heures, Stéphane Richard est devenu une moitié de nazi. Israël tempête, et d'autres lui disent : bravo, vous êtes un héros palestinien* ».

Du point de vue d'Orange, l'histoire remonte en 1998, avant même que France Télécom ne rachète la marque Orange à un groupe britannique en 2000. Orange distribuait des licences de marques dans quelques pays, dont l'Inde, la Thaïlande, l'Afrique du Sud et Israël. « *En Israël, Partner disposait de cette licence, mais il ne payait rien, c'était spécial, poursuit le porte-parole d'Orange. Évidemment, ça ne nous allait pas, d'autant que le marché israélien des télécoms est une boucherie avec des prix très bas et une mauvaise qualité du service et des relations clients, qui n'étaient pas conformes à nos standards. On a mis fin au contrat de licence de marque en 2015, avec échéance en 2018. Rien de politique dans tout cela, on connaissait les prises de position du BDS depuis des années, mais on n'y répondait pas* ».

Pour se sortir de ce mauvais pas, Orange a activé toutes sortes de réseaux, avec l'appui notamment de David de Rothschild, Maurice Lévy de Publicis et même le concurrent Patrice Drahi. « *Dans cette histoire, note un industriel des télécoms, ce n'est pas le lobby pro-israélien qui a été à la manœuvre autour d'Orange, mais ses réseaux des affaires, ce qui est normal dans de telles circonstances* ».

Mais l'affaire est tout de même remontée jusqu'à François Hollande. Le président a appelé Benyamin Nétanyahou et organisé un rendez-vous à Jérusalem entre le premier ministre israélien et Stéphane Richard. Le PDG a fait acte de contrition. Orange est définitivement sorti de Partner en 2018, mais ne s'est nullement retiré d'Israël. Il y possède Diacess Orca, spécialiste de la sécurité des contenus numériques et un incubateur, Orange Fab. Sa filiale d'investissement Orange Digital Ventures a misé sur plusieurs start-up dont SecBi, qui développe des algorithmes pour détecter les cybermenaces. « *On a aussi un partenariat avec l'université Ben Gourion dans la fibre optique, précise Orsoni, et on est sponsor du centre Shimon Peres pour la Paix. On est en Israël parce qu'il y a beaucoup d'intelligence autour des start-up* ».

Le CAC 40 sur son 31 pour la conquête d'Israël

Ce tableau synthétise les 40 entreprises françaises faisant partie du principal indice de la Bourse de Paris, et leurs activités en Israël qui la plupart du temps concernent également les territoires palestiniens, tant leurs économies sont profondément imbriquées. Selon nos informations, 36 de ces 40 entreprises du CAC sont, d'une manière ou d'une autre, présentes en Israël.